

SYMPOSIUM REGIONAL DE OUAGADOUGOU

Cohésion sociale et vivre-ensemble (Paix et société)

21-24 novembre 2019

RAPPORT

Espace dialogue des femmes leaders

22 NOVEMBRE 2019 - ROYAL BEACH HOTEL

Table des matières

INTRODUCTION	3
I. DU MOT INTRODUCTIF	5
II. DES INTERVENTIONS	6
III. DES ECHANGES	10
VI. DES RECOMMANDATIONS	13

INTRODUCTION

Du 21 au 24 Novembre 2019 s'est tenu à Ouagadougou, sous le haut patronage de Son Excellence M. Rock Marc Christian KABORE, Président du Burkina Faso, le symposium régional de Ouagadougou sur «la cohésion sociale et vivre-ensemble (paix et société) » organisé conjointement par l'ONG Dialogue Sans Frontières et le Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion sociale (MATDC).

Ce symposium était articulé autour de plusieurs actes dont un espace dédié aux femmes. Ce cadre crée le 22 novembre 2019 à Royal Beach Hôtel à partir de 14h00mn avait pour but de donner la parole aux femmes leaders de la sous-région en général et celles du Burkina Faso en particulier, pour un partage d'expériences et d'analyses collaboratives sur la question de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

Cette rencontre a connu la participation des femmes issues des organisations de la société civile, des réseaux de femmes politiques, des groupements féminins, des représentants-es, politiques, d'autorités administratives, militaires, religieuses, coutumières, ainsi que de personnes ressources provenant de l'espace du G5 sahel, de la Centrafrique, des Etats Unis.

Les travaux ont été co-présidés par :

- Mme Alima Deborah TRAORE, ancien Médiateur du Faso ;
- Mme NANA Aïcha/CISSE, Coordinatrice du réseau des femmes leaders du G5 Sahel – Mali ;
- Dr. Antoinette MONTAIGNE : ancienne ministre de la Communication et de la Réconciliation nationale de la République Centrafricaine ;

- Dr Sheila WALKER Ph.D., anthropologue culturel et cinéaste, directeur exécutif d'Afrodiaspora, Coordinatrice France du mouvement panafricain.

Les intervenantes étaient :

- Dr Justine Couliati /Kielem, enseignante -chercheurs ; Présidente du Groupe d'Actions pour la Promotion, l'Éducation et la Formation de la femme et de la Jeune fille du Burkina Faso (GAPEF), Présidente de la Coalition Nationale Femme-Paix-Sécurité du Burkina (COFEPAX), ancienne Coordinatrice Régionale de la Plateforme des Femmes du G5 Sahel, Membre de Leaders For Peace
- Mme Ninon YAMEOGO/SANKARA, Directrice de la Femme et de la Promotion du Genre au Ministère de la Femme de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire, responsable de la Plateforme des Femmes du G5 Sahel Burkina Faso ;

Et les Rapporteurs :

- Mme Alice COMBARY SOULAMA : Chargée du Programme des Femmes pour l'Edification de la Paix / Women In Peace building Network (WIPNET) du Réseau Ouest-Africain pour l'Edification de la Paix/ West Africa Network for Peace building, (WANEP) ;
- Mme Salamata OUEDRAOGO, Présidente du Réseau des Educateurs pour la Paix.

Le présent rapport s'articule autour des points suivants :

- le mot introductif ;
- les interventions des panélistes ;
- la synthèse des échanges ;
- les recommandations.

I. DU MOT INTRODUCTIF

1.1. Du mot de bienvenue et d'introduction espace dialogue des femmes

La présidente de l'espace dialogue des femmes leaders, Mme Alima Deborah Traore a dans son mot tenu à souhaiter la bienvenue aux participants-es. Plus particulièrement, elle a dit toute sa considération aux personnalités venues rehausser de leur présence l'éclat de la rencontre et exprimé sa reconnaissance aux intervenantes pour leur disponibilité malgré leurs calendriers chargés, preuve si besoin en est, de leur engagement à faire de la participation des femmes dans la promotion « de la cohésion sociale et du vivre-ensemble », une priorité pour une paix durable.

Après ces échanges de civilité, elle a, pour introduire les travaux, souligné que les sociétés des pays de l'Afrique au du Sud du Sahara et en particulier ceux de la région ouest-africaine sont de plus en plus ébranlés et secoués par un cycle de terreur. En effet, ces pays sont en proie à des conflits ouverts de divers ordres : fratricides, communautaires, ethniques, etc. auxquels s'ajoutent désormais le terrorisme, l'extrémisme violent, le grand banditisme. Pour elle, ce cycle de terreur interpelle tout le monde et spécifiquement les femmes qui payent le plus lourd tribut dans la perte d'un père, d'un fils, d'un frère, d'un époux, sans oublier les enlèvements, les violences spécifiques faites à la gente féminine et enfin les déplacements de population dont elles constituent la composante majeure avec les enfants.

Elle a par ailleurs souligné que nos pays et nos sociétés sont traversés par une désorganisation multiforme sociale, économique et sécuritaire engendrant ainsi des blessures profondes et des meurtrissures de tous genres.

Selon elle, les femmes réunies en cet espace de débats et d'échanges devront, citant au passage Son Excellence Monsieur le Premier Ministre du Burkina, lors de son allocution d'ouverture du symposium : « explorer toutes les pistes susceptibles de faire de la cohésion sociale, non seulement le principal vecteur de paix, de tolérance et du vivre-ensemble, mais aussi un instrument de confiance mutuelle retrouvée».

Elle a à cet égard rappelé que de nombreuses réunions se sont succédées sur la thématique sous diverses formes, (colloques, fora, symposium, etc.), pour en dresser l'état des lieux, retournant la question sous divers angles et sous le regard et les consciences des femmes avisées et engagées dans cette lutte sans pour autant épuisé le débat. Aussi a-t-elle émis le souhait que le présent espace de dialogue des femmes leaders, adossé au symposium sur la cohésion sociale et le vivre-ensemble ne soit pas une rencontre de plus, mais une rencontre qui prend date dans leur engagement pour la recherche d'une paix durable dans nos Etats et communautés. Pour ce faire, elle a invité les participants-es à s'appuyer sur leurs expériences personnelles respectives concrètes pour tirer des échanges, des recommandations pertinentes, fruits de bonnes pratiques, d'expertises réussies et de résultats probants.

Pour terminer, elle s'est réjouie d'avance de la richesse des contributions et échanges et invité les participant-e-s, à accorder la plus grande attention aux présentations des panélistes.

II. DES INTERVENTIONS

La première intervenante, Dr Justine Couliadiati/Kielem a axé sa communication sur « *le rôle des femmes médiatrices pour la paix et la stabilité dans nos pays* ».

Dans son intervention, elle a mis l'accent sur les causes des conflits dans nos pays qui sont entre autres la mal gouvernance, la pauvreté, la convoitise des richesses de l'Afrique, etc.

La communicatrice a fait le constat général qu'il n'y a pas de continent sans conflit. Evoquant la situation en Afrique, elle a relevé, la marginalisation régionale, l'inégale répartition des investissements structurants, la mauvaise gouvernance, la pauvreté, etc., comme facteurs porteurs de conflits. A cela s'ajoutent les velléités de contrôle des ressources naturelles du sahel qui constituent des enjeux pour les groupes armés, les trafiquants de drogue, d'êtres humains. L'islamisme, le terrorisme, le trafic d'armes, de drogue etc., deviennent ainsi les premiers employeurs de jeunes dans l'espace sahélien avec cela comporte comme désastre aux multiples plans matériel, écologique, économique mais aussi et surtout humain avec les importants flux migratoires Sud/Nord.

Abordant le rôle et la place de la femme dans la gestion du pouvoir en milieu traditionnel, elle a déclaré qu'au Burkina Faso, il existe des ethnies où la femme peut assurer l'interrègne. Il en est ainsi de la fille ainée du roi quand celui-ci décède. Cette situation s'explique par le fait que la femme remet facilement le pouvoir à l'issue du rituel requis pour l'intronisation du nouveau roi. Il en est de même pour certaines castes à l'instar de celle des forgerons dans la Région du Nord. C'est ainsi que Madame Nougara Yon-ne Zoromé participante au présent espace de dialogue a été citée en exemple suite au décès de son père, chef forgeron. Elle a en effet assuré l'intérim de cette fonction en sa qualité de première fille de son père jusqu'à la désignation du successeur de celui-ci. De façon générale a reconnu la présentatrice, la femme est la première conseillère de son mari tout comme elle joue aussi un rôle de chef. L'exemple emblématique en la matière est celui de Son Altesse Royale, la première fille du Roi du Yatenga.

Poursuivant sa communication, le Dr KYELEM a aussi fait cas des causes profondes d'enrôlement des jeunes dans les réseaux terroristes (le désœuvrement, le chômage, le manque de perspective pour l'avenir, le gain facile et rapide, etc.) , de la place et du rôle de la femme dans la prévention et la gestion des conflits notamment en milieu traditionnel. Au Togo par exemple, selon la tradition bien établie, une guerre peut prendre fin par le seul acte qu'une femme verse une traînée de cendre en traversant le champ de bataille. Evoquant la médiation des femmes leaders dans la crise de Yirgou, le Docteur KYELEM s'est appesanti sur les instruments de règlement endogène pour résoudre le conflit intercommunautaire mossi-peuhl. Il s'est agi dans ce cas de figure de la signature du pagne du pardon par les représentants des parties en conflits, accompagnés par les chefs coutumiers et religieux sous la conduite éclairée du chef suprême du Boussouma, en l'occurrence Sa Majesté, Feu (à compléter.....).

Enfin, le Docteur KYELEM a terminé sa présentation par un message des jeunes leaders selon lequel : «la paix au Burkina Faso est le devoir pour tous et les jeunes leaders pour un engagement citoyen».

La seconde paneliste, Mme Edwige Ninon YAMEOGO/SANKARA, de la Plateforme des Femmes du G5 Sahel Burkina Faso a, comme la précédente rappelé la situation d'insécurité grandissante avec à la clé des conflits communautaires aux conséquences dramatiques pour les populations, particulièrement les femmes et les enfants ; ceci au regard des statistiques sur le profil des personnes déplacées et des types de violences exercés sur elles.

Cette situation entraîne un climat de méfiance, de suspicion, de stigmatisation envers certains groupes ethniques, la peur de l'autre, toute chose qui menace le vivre-ensemble et la cohésion sociale.

Partageant sa compréhension de la cohésion sociale, il s'agit pour elle de l'ensemble des processus et mécanismes qui contribuent à consolider l'équilibre

sociétal et à favoriser une vie collective harmonieuse. Elle a dans perspective, réaffirmé l'engagement de la femme dans :

- la prise de conscience de la situation et des effets des crises sociales et sécuritaires sur la protection des droits de la femme ;
- l'éducation comme outil indispensable de reconstruction de la cohésion sociale ;
- la question de l'implication des femmes dans la recherche de la paix et de la sécurité à l'exemple des amazones comme les Princesses Yennega et Guimbi OUATTARA qui ont démontré leur bravoure.

Comme la précédente communicatrice, elle n'a pas manqué de dénoncer les injustices et inégalités comme facteurs préjudiciables à la cohésion sociale. C'est pourquoi et selon elle, si nos politiques veulent atteindre les résultats escomptés, elles doivent être équitables dans le partage des responsabilités entre les hommes et les femmes à tous les niveaux pour que chaque burkinabé sans égard à son sexe, ait le sentiment d'appartenir à une même et seule nation. En d'autres termes, la femme doit être au cœur de toutes les interventions

Le Burkina Faso est secoué par une crise humanitaire sans précédent a-t-elle poursuivi et les défis de la protection des femmes et des filles encore plus grands. En dépit des actions d'assistance humanitaire, des efforts pour trouver des réponses pertinentes aux difficultés d'accès aux services sociaux de base, la traite et l'exploitation des femmes et des jeunes filles, les violences physiques, psychologiques, sexuelles, etc. dont celles-ci sont victimes, nécessitent une reconnaissance et une protection continues des "Droits de la Femme" dans de telles situations humanitaires.

Enfin elle a affirmé qu'avec l'adoption du Plan d'Actions National de la mise en œuvre des résolutions 1325,1820, 2242 et suivantes, nous puissions arriver à

accroître de façon considérable la protection des femmes en temps de paix, comme en temps de conflits.

III. DES ECHANGES

À l'issue des communications, les échanges ont porté sur :

- le partage d'expérience ;
- la coordination de l'ensemble des actions menées dans la sous-région, leur documentation et leur partage ;
- l'encouragement des femmes leaders à se mettre ensemble et à mutualiser leurs efforts ;
- la priorité aux actions de terrain au détriment des rencontres dans les salles climatisées ;
- le plaidoyer auprès des Chefs d'Etats pour la mise des moyens financiers à la disposition des femmes ;
- la visibilité des actions des femmes leaders par la communication ;
- la capitalisation des expériences terrain pour faire avancer les choses ;
- l'inversion des stratégies en mettant l'accent sur le développement ;
- la réallocation d'une partie des fonds destinés à l'armement au développement ;
- la consolidation de toutes les recommandations afin d'élaborer une feuille de route ;
- l'alphabétisation et la sensibilisation des populations comme armes dans la déconstruction des comportements, attitudes et autres idées de radicalisation ;
- la mutualisation des efforts et des initiatives des acteurs/actrices en charge de la paix et de la sécurité sur le plan national et sous-régional pour booster la cohésion sociale et le vivre-ensemble ;
- l'autonomisation économique, politique, sociale, culturelle, etc. de la femme ;

- la création d'un cadre de déradicalisation des jeunes et des femmes ;
- la création d'un cadre d'expression pour les femmes ayant embrassé le métier des armes, et donc membres des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) à part entière ;
- les préjugés autour des actions de sensibilisation ;
- la contribution des femmes des communautés dans la prévention et la résolution des conflits,
- la recherche sur les questions de cohésion sociale ;
- la mutualisation des efforts des femmes du G 5 Sahel dans la recherche de solution aux problèmes de sécurité ;
- les mécanismes de sensibilisation pour prévenir de façon efficace ;
- la Plateforme du G5 Sahel pour la capitalisation des actions, des recherches et la mobilisation des ressources,
- les triomphes de la femme africaine de la diaspora (aux Etats-Unis plus de 90% des chromosomes X sont africain) ;
- l'utilisation rationnelle de tous les supports de communication (radio, télé, journaux, etc. pour bien sensibiliser les populations sur le terrorisme et la nécessité de préserver le vivre-ensemble ; par exemple, étant en contexte de guerre, les médias doivent être utilisés pleinement et à bon escient ;
- la place et la contribution des radios communautaires dans la prévention des fléaux sociaux ; ces médias étant plus accessibles aux femmes, des efforts devraient encore être consentis pour renforcer cette accessibilité ;
- la réaffirmation du rôle des femmes comme vecteur de paix ;
- la contribution des femmes dans la lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre ;
- le partage d'expérience des OSC (exemple du Réseau d'Appui à la Citoyenneté des Femmes Rurales d'Afrique de l'Ouest RESACIFROAT,

de l'Association NAABA KOOM pour l'Auto Promotion des Femmes du Burkina Faso, de l'Association des Femmes Scientifiques et Chercheuses, de l'Association des Femmes Professionnelles des Medias et de la Communication, de la Women's International League for Peace and Freedom WILPF, du GAPEF, du Réseau des Femmes pour l'Edification de la Paix/ Women In Peace building Network (WIPNET)/WANEP etc.) ;

- la nécessité de passer des discours aux actions concrètes en dotant les femmes de moyens financiers conséquents ;

Après ces échanges, les panélistes venues des Etats-Unis, du Mali et de la Centrafrique ont partagé leurs expériences avec les participant-e-s.

Ainsi, la présentatrice de la Centrafrique a mis l'accent sur les dangers qu'il y a à baptiser les quartiers selon la religion de leurs habitants toute chose qui renvoie à la discrimination et à la stigmatisation. Tout comme elle a souligné tous les avantages à tirer de l'expérience fort concluante qui a fait ses preuves dans son pays. Il s'agit des rôles des cinq (05) femmes : la grand-mère, la mère, la sœur, la femme (épouse), et la fille, pour sensibiliser chacune selon son statut, contre le terrorisme et l'extrémisme violent lors des événements sociaux comme les baptêmes, les mariages et les funérailles.

Pour sa part, Dr Sheila WALKER en rappelant les conséquences de l'esclavage qui a duré environ 4 siècles, elle a relevé comment la politique d'alphabétisation de Cuba a contribué au développement de ce pays après la révolution. Aussi elle a relevé la répartition de la diversité de l'ADN des afro-américains aux Etats-Unis en soulignant que les scientifiques ont accordé une certaine attention au chromosome X qui est hérité des mères et Y ou X apporté par les pères. En effet les chercheurs ont observé que le chromosome X des afro-américains avait une ascendance africaine supérieure à celle des autres chromosomes, cela a permis de

montrer les triomphes de la femme africaine de la diaspora. Selon elle, aux Etats unies plus de 90% des chromosomes X et 80% des chromosomes Y sont africains.

La Coordinatrice de la Plateforme des Femmes du G5 Sahel, Nana Aicha Cissé, a quant à elle soutenu la mutualisation des efforts et des initiatives des actions dans la recherche de solutions sur les questions de sécurité, et la capitalisation des acquis. Elle a de ce fait souligné l'importance de mettre l'accent sur l'alphabétisation, et l'autonomisation des femmes dans tous les domaines.

Cette deuxième série de communications a été suivie d'un vibrant appel pour un large plaidoyer et lobbying avec les OSC pour contribuer à accélérer et faciliter le processus d'adoption par le Conseil des Ministres, du Plan d'Action National du Burkina Faso pour la mise en œuvre des résolutions 1325, 1820 2242 de l'ONU.

En rappel, les quatre principaux axes de la résolution 1325 prise le Conseil de Sécurité des Nations Unies en 2000 sont : la prévention de la violence contre les femmes, la participation des femmes à tous les niveaux de prise de décision, la protection des femmes et des filles contre les violences sexuelles et les violences basées sur le genre, l'intégration de la dimension genre dans les opérations de maintien de la paix et dans la gouvernance et la consolidation de la paix consécutives à un conflit.

VI. DES RECOMMANDATIONS

A l'issue des travaux de l'espace femmes, les recommandations suivantes ont été faites pour préserver la cohésion sociale et le vivre-ensemble :

1. La volonté politique et l'engagement des plus hautes autorités du pays, déterminants pour l'application des lois, conventions et résolutions ratifiées. Il s'agit particulièrement de l'adoption du Plan d'Action National

du Burkina Faso pour la mise en œuvre des résolutions 1325, 1820 et 2242 citées plus haut ;

2. L'engagement réel des communautés coutumières, religieuses, des leaders d'opinions pour une déconstruction des pesanteurs socio-culturelles entravant une forte implication des femmes dans le maintien et le renforcement de la cohésion sociale et du vivre ensemble ;
3. L'engagement et une synergie d'actions des organisations de la société civile et des associations féminines comme relais dans la promotion et la vulgarisation des valeurs de la cohésion sociale et du vivre-ensemble.

Un mot de remerciement de la Présidente de séance a mis fin aux échanges à 18h35.

Fait à Ouagadougou, le 22 novembre 2019